



Quelles implications économiques du COVID-19

What are the economic implications of COVID-19

Abderrazak Zouari

Professeur des Universités en Economie

Doctorat d'état en Sciences Economiques de l'Université de Panthéon Sorbonne

Les milieux économiques subissent, de plein fouet, les effets d'une économie entrée dans une grave dépression dont on ne connaît pas le bout. Les études, jusque là publiées, soulignent un effondrement en chaîne touchant l'ensemble des activités économiques jusqu'aux plus petites d'entre elles. Autant dire que nous entrons dans une crise de grande échelle pire, sinon comparable, à celles de 1929 ou 2008. Les estimations pour la zone euro parlent d'une perte du PIB de l'ordre de 30% au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre 2020 et les taux d'utilisation des capacités industrielles est de 25% autant dire « qu'un travailleur sur quatre est au travail » selon *Patrick Artus*, économiste en chef de la banque Natixis. Pour ce qui concerne les Etats Unis, le chômage pourrait atteindre les 30% à la fin du deuxième trimestre contre moins de 4% au début de cette année selon *James Bullard*, président de la Réserve Fédérale (FED) de Saint-Louis.

Mais contrairement aux crises de 1929 et 2008 qui sont des crises financières et bancaires, la crise actuelle est le résultat de deux chocs simultanés, un choc de la demande (baisse de la consommation, de l'investissement et des exportations) et un choc d'offre due à l'arrêt de la majeure partie des activités industrielles. C'est donc une crise de l'économie réelle qui risque de se propager à la finance du fait de la fragilisation des entreprises. Alors que pour les crises de 2008, il a suffi que la Banque centrale Européenne (BCE) et celle des Etats Unis (la FED) injectent une masse importante de liquidités au profit des banques pour que ces dernières continuent à soutenir les entreprises, la crise actuelle est une baisse drastique de la demande et de l'offre de biens ce qui constitue une crise de

l'économie réelle. Il ne s'agit donc pas seulement d'injection de liquidités aux banques comme en 2008 mais bel et bien de mesures directes d'appui aux entreprises avec pour objectif de s'assurer que personne ne licencie : « objectif zéro chômeur », selon l'économiste *Daniel Cohen*.

Alors qu'aux Etats Unis, le président *Trump* déverse des milliards de dollars sous forme de chèques aux particuliers (1000\$ pour un adulte et 500\$ pour un enfant) tout en laissant les entreprises licencier en masse, les pays européens tiennent à sauver leur tissu économique par des mesures d'appui aux entreprises, soutenus en cela par la BCE. Il s'agit bel et bien d'une intervention massive des Etats, politique qui ne manquera pas de creuser les déficits budgétaires, politique en complète contradiction avec l'orthodoxie budgétaire, jusque là, poursuivie.

En Tunisie, les implications économiques du COVID-19 sont très difficiles à cerner tant elles dépendront de la durée du confinement, de la rapidité avec laquelle l'économie se remettra et plus encore des retombées de la crise sur les économies européennes qui absorbent 80% des exportations tunisiennes. Ce qui est sûr, c'est que la Tunisie est sur un sentier de dépression (baisse du PIB, de la consommation, des investissements, des exportations avec pour effet un accroissement du taux de chômage et un déficit budgétaire plus important) dont l'ampleur sera fonction des facteurs cités plus haut.

Les décisions et les mesures de soutien prises par le gouvernement et la Banque Centrale visent à sauvegarder

Correspondance
Abderrazak Zouari
Email : azouari1906@gmail.com

le tissu économique du pays mis à mal par la pandémie et à permettre aux entreprises de faire face à la chute des revenus et à la crise de liquidités.

Le tsunami sanitaire ne manquera pas de provoquer un tsunami économique et, en conséquence, un tsunami social. C'est pour toutes ces raisons que les mesures d'ordre économique prises par le gouvernement s'accompagnent par des mesures d'ordre social en faveur des familles nécessiteuses ou à revenu limité. Il s'agit de permettre à ces familles de disposer d'un revenu variant entre 200 DT et 250 DT par mois. De plus, il est prévu le paiement d'une indemnité de 200 DT aux salariés en chômage technique, soit à peu près 50% du SMIG.

Ce programme est jugé insuffisant car il est en dessous des attentes des milieux économiques. Ceux-ci revendiquent des mesures à la hauteur de la crise dont l'objectif est d'assurer la survie des entreprises en vue de garder un niveau minimal d'activité, de disposer d'un niveau minimum de trésorerie à court terme afin d'assurer le paiement des salaires et, enfin, de se préparer à l'après confinement.

Il est évident que les Etats, à travers leurs budgets, ne pourraient pas indéfiniment soutenir, à eux seuls, toute l'économie du pays. Le facteur temps sera, dans ces conditions, un facteur déterminant. Si la crise se prolonge de nouvelles mesures s'imposeront et le risque serait que les Banques Centrales soient amenées à financer les Etats par la création monétaire génératrice d'inflation. On passerait alors d'une situation de dépression à une situation de stagflation, situation dont il sera très difficile d'en sortir. La situation de la stagflation n'aura pas seulement des conséquences économiques mais aussi des conséquences sociales (chômage, baisse des pouvoirs d'achat, chômage en hausse) et politiques avec un retour aux régimes autoritaires ainsi que la montée du populisme.

Autre fait aggravant pour la Tunisie, les analyses économiques et les discours politiques en Europe, notre principal partenaire commercial, proposent de conduire une politique de relocalisation d'activités en Europe. Des voix considèrent que cette crise constitue une véritable opportunité pour une politique de relocalisation d'activités en Europe. Au plan de relance macroéconomique doit s'ajouter un super-plan de relance industrielle à condition que les conditions de compétitivité soient réunies. La mise en œuvre de cette politique aurait des conséquences

négligentes sur l'industrie tunisienne quand on sait que les secteurs industriels les plus dynamiques sont liés à la demande européenne.

Tous ces éléments montrent que l'analyse des implications économiques du COVID-19 reste un exercice de haute voltige. Mais, une chose est devenue claire pour les dirigeants aux prises avec la crise : ne rien faire n'est pas une option et demain ne ressemblera pas à hier. *Jean Tirole*, prix Nobel d'économie 2014 lance un cri d'alarme « Allons-nous apprendre la leçon ? ». Il affirme que le Covid19 nous rappelle notre vulnérabilité globale dans le domaine de la santé. Nous devons investir dans des systèmes de santé efficaces et promouvoir la recherche, qui nous permettra de répondre rapidement aux menaces émergentes. Le grand philosophe Edgar Morin pense que « ce qui est intéressant dans cette crise du coronavirus, c'est qu'on n'a aucune certitude sur l'origine même de ce virus, ni sur ses différentes formes, les populations auxquelles il s'attaque, ses degrés de nocivité... Mais nous traversons également une grande incertitude sur toutes les conséquences de l'épidémie dans les tous les domaines, sociaux, économiques... ». Alors, faisons confiance à la science.